

voulons pas perdre notre temps et gaspiller nos énergies en travaillant à la conservation d'un état de chose qui ne doit pas durer, ou à la lente et pénible élaboration d'une constitution destinée à crouler, il faut de toute nécessité, dis-je, que nous ayions la perception aussi claire et aussi nette que possible du but à atteindre.

Chercher quel est ce but, en quel sens nous devons évoluer si nous voulons rester fidèles à notre histoire et à nos traditions, tel est l'objet de cette étude.

I

D'abord, et afin de mettre toutes les consciences à l'aise, voyons si nous pouvons, sans manquer à la loyauté que nous devons à l'Angleterre, chercher en-dehors d'elle une solution à l'inquiétant problème de nos destinées nationales.

Et, comme ici, tout autre témoignage pourrait paraître suspect, je laisserai parler quelques hommes d'Etat anglais dont il serait puérile de mettre en doute la haute intelligence et la parfaité loyauté.

Voici ce que disait, dans un grand discours prononcé devant la Chambre des Communes d'Angleterre, en 1865, le premier ministre d'alors, Lord Palmerston: "Si les provinces canadiennes se sentaient assez fortes pour vivre d'une vie autonome, et si elles ne désiraient plus conserver les liens qui les attachent à nous, nous leur dirions: *Que Dieu vous conduise et vous donne la force de vous maintenir comme nation*".

Lord John Russell, le successeur de Lord Palmerston, ne pensait pas autrement. Il écrivait quelques années plus tard, à la page 200 de son livre *Souvenirs et Conseils (Recollections and Suggestions)*: "Il n'est guère nécessaire de dire que lorsque la majorité, dans une de nos colonies, déclarera par ses représentants qu'elle désire se séparer de nous, il ne faudra, en aucune façon, tenter de la retenir. Les fautes commises par George Grenville, Charles Townsend et Lord North ne pourront jamais se répéter".

Enfin, il y a quelques mois à peine, parlant devant le *Canadian Club* de Montréal, Lord Milner, homme politique éminent